

UNE MOBILISATION INTERNATIONALE POUR UNE PROBLÉMATIQUE MONDIALE (4/4)

Français, Européens, on s'engage ! (2/2)

De l'international à l'individu

L'historique des négociations montre que la prise de conscience du changement climatique s'est faite d'abord dans la communauté scientifique puis assez rapidement chez les représentants des États (qui sont souvent les ministres de l'Environnement).

Les médias et surtout le grand public, en ont entendu parler tardivement et ne sont informés que depuis peu de temps. On verra pourtant dans le chapitre suivant que les actions à entreprendre touchent tous les niveaux de la société.

Conçues pour les niveaux internationaux et nationaux, les mesures des négociations concernent peu l'action locale, même si son rôle est crucial: collectivités territoriales, communautés d'individus, et particuliers, doivent être informés et dotés d'outils de réduction d'émissions adaptés.

Où en est-on en France en 2002 ?

Le bilan fait par la MIES en 2002, dans sa troisième communication nationale, montre que la France respecte pour l'instant son objectif, principalement grâce à la baisse des émissions industrielles (protoxyde d'azote) et en provenance des décharges (méthane).

Ce rapport insiste sur la nécessité d'appliquer toutes les autres mesures pour maintenir cette stabilisation en dépit de l'effet de la croissance qui tend à augmenter les émissions.

Quelques exemples de mesures concrètes

Au niveau des collectivités

Une ville...

En Allemagne, le Conseil municipal de la ville de Heidelberg (132 500 habitants) a adopté en 1992 un programme de protection de l'environnement et d'économies d'énergie. Ce programme, présenté aux citoyens, se compose principalement d'un catalogue de 100 mesures concrètes.

Le « Rapport énergétique 1998 », qui se consacre principalement aux bâtiments appartenant à la Ville, estime que la consommation d'énergie des bâtiments communaux a diminué de 33 % entre 1993 et 1997.

Une région...

La région Rhône-Alpes a commencé à comptabiliser ses émissions de gaz à effet de serre, pour pouvoir effectuer un suivi, identifier des gisements de réduction et, dans une phase ultérieure, appliquer un plan régional de lutte contre le changement climatique.

Au niveau des citoyens

Pour connaître le point de vue du public, la Commission du développement durable a organisé une conférence de citoyens à la Cité des Sciences de la Villette début 2002.

Les citoyens ont été informés par des spécialistes, puis ont invité des représentants de tous milieux – chercheurs, représentants du gouvernement, entreprises, associations – à venir exposer leurs points de vue.

Un rapport de recommandations consultable via Internet a été réalisé.